



Fiche thématique sur L'éthique du service public

1. Présentation de la rencontre

Le Conseil National Economique, Social et Environnemental (CNESE) organise le 16 février 2021 une journée d'étude sur **l'éthique du service public** en partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration (ENA). Cette journée s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres autour de thématiques identifiées par le CNESE qui sont abordées sous l'angle comportemental de sorte à intégrer ce paradigme dans la gouvernance économique, sociale et environnementale du pays.

Cette journée d'étude est organisée sous forme de panel de discussion animé par des experts chercheurs dans des domaines ayant trait à l'éthique du service public et verra la participation des représentants des départements ministériels, des institutions publiques et de la société civile.

La rencontre aura à débattre notamment l'éthique du service public comme exigence de la confiance citoyen-Etat et la Nouvelle Gouvernance Démocratique (NGD) qui se base sur l'éthique du service public dans les différents secteurs.

2. Eléments conceptuels :

La notion d'éthique :

L'éthique est une branche de la philosophie qui s'intéresse aux comportements humains et, plus précisément, à la conduite des individus en société. L'éthique fait l'examen de la justification rationnelle de nos jugements moraux, elle étudie ce qui est moralement bien ou mal, juste ou injuste.

L'éthique vise plus que le respect de certaines règles de comportement. Pour qu'elle serve réellement à guider les membres de l'organisation dans leurs actions et à leur permettre de résoudre les dilemmes éthiques qui se présentent à eux, la démarche organisationnelle devrait comporter la recherche d'un consensus sur les valeurs et les principes qui devraient guider leurs actions, donc un dialogue avec les premiers concernés, les employés et les gestionnaires de l'organisation. L'éthique est, en fait, pour reprendre une expression utilisée en gestion, un processus d'amélioration continue.

La notion de l'éthique du service public

Les fonctions de l'éthique dans le service public comprennent trois éléments essentiels : (1) la fixation des orientations en matière d'éthique ; (2) l'application et la gestion de l'éthique et de la déontologie ; (3) le contrôle de la conduite. Cependant, ces trois fonctions doivent être assumées d'une façon continue en s'appuyant notamment sur des activités pertinentes de formation initiale et continue.

Cadre légal et réglementaire de l'éthique du service public

Dès l'indépendance, l'Algérie accorde une attention particulière à la déontologie du service public. Elle est cadrée notamment par les textes suivants :

- Les Constitutions de 1963, 1976, 1989, 1996 ainsi que la Constitution de 2020 dans le Chapitre 3 « l'Etat » Articles 24, 25, 26, 27 et 29.
- Le code du travail (loi n°90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations de travail, modifiée et complétée).
- La loi syndicale (loi n°90-14 du 2 juin 1990 relative aux modalités d'exercice du droit syndical).
- L'ordonnance n°06-03 du 15 juillet 2006 portant statut de la fonction publique
- Les codes déontologiques de certaines fonctions

3. Eléments d'analyse de la thématique :

3.1. L'éthique du service public et la bonne gouvernance en Algérie :

Il est clair que les problèmes de l'éthique du service public sont des aspects auxquels les codes accordent une attention particulière. Certains se distinguent par leur complexité, à cause du caractère sensible de leur texte, ou à cause du contexte actuel de la pratique professionnelle qui offre peu d'ouverture pour des solutions appropriées. A cet égard, une réflexion comportementale est nécessaire pour réviser et compléter le dispositif de l'éthique du service public en Algérie.

Certes, il existe des liens entre les attitudes du public, les programmes d'éthique, les codes et le comportement administratif réel ; mais en Algérie, nous avons besoin d'avoir le courage, des sondages et de la littérature scientifique pour identifier les atteintes à l'éthique du service public, ce qui nécessite l'enrichissement du contenu de l'éthique, en intégrant la dimension interculturelle du service public, à travers la co-conception du citoyen, du fonctionnaire et du décideur.

Donc, l'administration publique rénovée doit rester ouverte au dialogue avec le citoyen sur des valeurs, des normes et des structures partagées, ce qui fait émerger une interaction et une adéquation institutionnelle.

L'éthique du service public constitue une question prioritaire pour la bonne gouvernance, car elle a pour objectif de soutenir et accroître la confiance des citoyens à l'égard des institutions publiques.

Il est clair que les pratiques de nos administrations portent une atteinte au principe d'équité dans sa relation avec le citoyen. Ce comportement a contribué à la recrudescence du phénomène de corruption où se côtoient les fonctionnaires et les employeurs, et parfois même le citoyen. Cela compromet le destin du pays et entrave son développement économique et sa démocratie.

3.2 L'éthique du service public au cœur des préoccupations de l'Etat :

Le Président de la République insiste sur l'importance de la composante humaine. Il s'agit pour nous de réfléchir à des solutions dans l'intérêt du citoyen, l'instauration d'une nouvelle république répondant aux aspirations du peuple, la protection des droits et des libertés des citoyens, l'instauration d'une démocratie véritable au niveau local et national.

Parmi ses (54) engagements on peut citer : l'amélioration du climat des affaires, l'assainissement de la sphère économique et commerciale, la lutte contre les fléaux financiers à travers le renforcement du contrôle fiscal, la maîtrise des risques budgétaires dans les administrations, l'assèchement de la liquidité prospérant hors circuit bancaire, la mise en œuvre d'un programme de modernisation et de renforcement du service public pour une gestion efficace du marché du travail.

En revanche, la situation actuelle de l'économie du pays est critique. A titre d'exemple, le phénomène des surfacturations représentait les années précédentes entre 30% et 35% de la valeur des importations selon le Ministre des Finances Aymen Benabderrahmane. Entre Janvier et Septembre 2020, les dossiers de surfacturation traités par les services des douanes ont représenté un montant de 8,7 milliards de dinars.

En conséquence, l'existence d'un système défaillant de contrôle en Algérie exige le renforcement de l'aspect d'éthique dans tous les processus des transactions quels que soit le segment d'activité.

Aussi, la création de l'emploi dans l'économie nationale a besoin d'un encouragement. Dans ce contexte, l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat projette la création d'un million de mini-entreprises d'ici 2024 à raison de 50000 établissements par an. Cependant, la réalisation de cet objectif nécessite un nouvel ancrage juridique en matière d'éthique basé sur le respect des règles de bon fonctionnement et de la bonne gouvernance. Par ailleurs, cet objectif sera axé sur l'implication de jeune promoteur de projet pour l'accompagner à la création de sa propre entreprise, quel que soit le statut et la localisation, sans discrimination aucune.

Partant de ce qui précède, la présente journée d'étude a pour objectif de mettre en exergue les points tels que : les honoraires, le secret professionnel, les abus de confiance, les conflits d'intérêt, la solidarité et la connivence, l'incompétence, les relations interprofessionnelles et mettre un terme aux dérogations dont le recours est excessif.

A l'issue du débat, des réponses déterminantes seront apportées aux questions suivantes :

- Quel est le rôle du leadership dans la consolidation de l'éthique du service public ?
- Comment peut-on motiver le personnel administratif à respecter l'éthique du service public ?
- Quels sont les outils nécessaires pour développer la culture du respect de l'éthique du service public ?
- Comment améliorer l'ancrage juridique de l'éthique du service public ?

- Est-ce que le modèle de gouvernance institutionnelle impacte l'éthique du service public ?
- Comment l'atteinte à l'éthique du service public impacte les prestataires des services publics ?
- Comment le bénéficiaire de service public peut accompagner l'agent de l'Etat dans le processus de conception du service public et de la déontologie professionnelle ?
- Comment peut-on rétablir la confiance citoyen - Etat ?
- Quel est le rôle de la nouvelle gouvernance démocratique dans l'institution de l'éthique professionnelle ?